



# FICHE

## DOCUMENTAIRE

PROFIL ET PARCOURS DES  
JEUNES MIGRANTS GUINÉENS

SEPTEMBRE 2024 - PROJET ORMI



**Le projet ORMI est soutenu par :**



**MÉTROPOLE**

**GRAND**

**LYON**

Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive de Forum réfugiés et ne saurait en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Agence Française de Développement, de la Métropole de Lyon et des autres partenaires du projet.



# SOMMAIRE

---

|   |              |
|---|--------------|
| <b>Introduction</b> .....                 | <b>p. 05</b> |
| <b>Profil des migrants guinéens</b> ..... | <b>p. 07</b> |
| <b>Motifs du départ</b> .....             | <b>p. 07</b> |
| <b>Parcours</b> .....                     | <b>p. 12</b> |
| <b>Méthodologie et sources</b> .....      | <b>p. 17</b> |





# INTRODUCTION

La Guinée connaît depuis plusieurs années une accélération sans précédent de l'émigration d'une partie de sa jeunesse vers l'Europe. Ce phénomène se traduit en France par l'essor des demandes d'asile de ressortissants guinéens, ainsi que par l'augmentation importante du nombre de mineurs non accompagnés (MNA) guinéens protégés par l'aide sociale à l'enfance. L'ampleur de ce flux migratoire soulève de multiples questions et nécessite des réponses appropriées de la part des pouvoirs publics, des collectivités locales et des différents acteurs impliqués dans l'accompagnement de ces jeunes migrants. Travailleurs sociaux des départements dont relève la compétence de la protection de l'enfance, éducateurs, avocats, personnels soignants mais aussi bénévoles associatifs, expriment le besoin de mieux comprendre les ressorts et spécificités de l'émigration de ces jeunes. Partageant ces interrogations, Forum réfugiés a souhaité aborder ces enjeux à travers son action internationale.

Depuis octobre 2021, l'association coordonne le projet ORMI (Organisations de la société civile – Migrations) qui entend accompagner en Guinée et en France la société civile dans les réponses qu'elle apporte à la migration des jeunes Guinéens. Cette action, réalisée en partenariat avec le Réseau Afrique Jeunesse de Guinée (RAJGUI), se concentre sur trois axes qui sont mis en œuvre simultanément dans les deux pays : l'instauration de cadres de concertation pluri-acteurs ; l'accompagnement à l'insertion des jeunes ; et la transmission d'informations objectives sur les migrations.

Dans ce cadre, un groupe de travail, réunissant des représentants de collectivités locales (Métropole de Lyon, Collectivité européenne d'Alsace et conseils départementaux de Haute Garonne, de Loire-Atlantique et de la Loire), de la Fondation Apprentis d'Auteuil et du Barreau de Lyon, s'est constitué. Il entendait animer une réflexion partagée entre protagonistes impliqués en France dans la prise en charge de jeunes migrants et favoriser une meilleure connaissance du contexte guinéen.

A l'issue d'une première phase de trois ans (2021 – 2024), trois fiches de synthèse sont mises à disposition du plus grand nombre d'acteurs de l'accompagnement de ces jeunes Guinéens. Elles ont pour ambition de :

- répondre aux questions soulevées par les participants au groupe de travail ;
- donner des clés de compréhension des réalités guinéennes ;
- recenser des ressources documentaires permettant d'approfondir.

Trois thèmes discutés au sein du groupe de travail sont abordés :

- le contexte social et politique de la Guinée ;
- le profil et les parcours des jeunes migrants guinéens ;
- les enjeux de l'état civil pour les jeunes Guinéens.

La présente fiche porte sur le profil et le parcours des jeunes migrants guinéens.









# PROFIL DES MIGRANTS GUINÉENS

Les études disponibles indiquent que les migrants guinéens sont majoritairement des jeunes hommes.

Une étude, réalisée par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et l'Institut National de la Statistique de Guinée<sup>1</sup>, recensait 85% d'hommes âgés de 15 à 24 ans parmi les bénéficiaires d'une aide au retour de l'OIM, dont 12% étaient âgés de 15 à 18 ans et 29% de 18 à 19 ans.

Selon la même étude, ces jeunes étaient pour 40% d'entre eux d'origine peuls, pour 37% malinké et pour 17% soussou. Les deux tiers ont grandi dans des familles polygames.

60% ont suivi un enseignement secondaire, 16% un enseignement primaire. 9% ont atteint l'enseignement supérieur et 7% n'ont jamais été scolarisés. 44% suivaient encore une scolarité ou étaient inscrits dans l'enseignement supérieur au moment de leur départ.

Leur niveau d'alphabétisation demeure faible : en 2023, 63% des jeunes de retour accueillis dans le cadre du projet ORMI montraient de grandes lacunes en lecture et en écriture.<sup>2</sup>

Près de la moitié (49%) exerçaient une activité professionnelle peu qualifiée, principalement dans le secteur informel dans des activités de commerce ou de transport. 36% avaient un revenu mensuel inférieur à 500 000 francs guinéens, et plus de 52% un revenu mensuel de 500 000 à 1 million de francs guinéens<sup>3</sup>.

## MOTIFS DU DÉPART

La notion « *d'aventure* » apparaît commune à plusieurs sociétés ouest-africaines. Elle concerne principalement des « *jeunes gens à la recherche de nouveaux repères, d'une vie intense (...) désireux d'échapper à un quotidien prévisible, fade et ennuyeux et de poursuivre leurs rêves. (...) Le voyage à l'étranger leur permettrait de rompre provisoirement avec leur famille, d'affronter des épreuves se présentant sur le chemin pour grandir et parvenir un jour, grâce au retour triomphal, à la majorité sociale* ». <sup>4</sup>

Dans cette perspective, les motifs économiques et politiques ne représentent pas l'unique ressort de l'émigration des jeunes. « *L'ambition individuelle, le désir de vivre ailleurs et autrement des expériences inédites sont aussi des moteurs importants* »<sup>5</sup>. Le voyage s'apparente donc à une quête de réussite. Il s'agit « *pour ceux qui sont en mesure de convertir leur capital de mobilité de se réinsérer dans la société locale. Il est question alors*

<sup>1</sup> D. CAMARA, I.S. CONTE, A. KABA, A. KOMAH, « [Migrer pour réussir - Analyse des trajectoires migratoires de la jeunesse guinéenne à travers l'expérience des migrants de retour](#) », OIM, 2020

<sup>2</sup> Registre d'enregistrement des jeunes du Guichet de Mamou, novembre 2021 à juillet 2023 auprès de 113 jeunes Guinéens de retour à Mamou, projet ORMI

<sup>3</sup> Le taux de conversion étant d'environ 9 000 francs guinéens pour 1 euro, un revenu situé entre 500 000 et 1 million de francs guinéens correspond à un salaire compris entre 55 et 110 euros. Depuis 2022, le salaire minimum en Guinée est fixé à 550 000 francs guinéens, soit environ 60 euros.

<sup>4</sup> S. BREDELOUP, « [Les imaginaires de l'aventure migratoire : terrains africains](#) », Cahiers CEMCA « Routes et pauses des parcours migratoires : Afrique-Amérique », Centre d'études mexicaines et centraméricaines, Numéro 3, novembre 2018

<sup>5</sup> Ibid, 4.



© Projet ORMI

*de retour glorieux, de retour guerrier* »<sup>6</sup> ; et ce d'autant plus que l'aventure apparaît bien acceptée, voire encouragée, socialement. « *Des termes existent en Afrique de l'Ouest pour désigner le bien revenir et des fêtes sont organisées auxquelles participent les griots pour louer celui qui est bien revenu, vanter ses mérites* ».<sup>7</sup>

A l'échelle de la Guinée, une tradition de mobilité était surtout présente parmi les Peuls, traditionnellement éleveurs, et les Malinkés, commerçants, dont les activités économiques impliquent une « *capacité à circuler* »<sup>8</sup>. Plus récemment, les jeunes Soussous, dont la communauté est davantage sédentaire, se sont inscrits dans cette dynamique migratoire. « *Ils seraient désormais les plus nombreux parmi les nouveaux arrivants* »<sup>9</sup> en France.

Outre cette dimension socioculturelle, l'absence de perspectives en Guinée représente également un des leviers de l'émigration des jeunes. L'Etat montre peu de velléités à accompagner l'émancipation de sa jeunesse. Sur un plan politique, les régimes qui se sont succédé depuis l'indépendance ont tous conduit des politiques répressives des libertés et droits fondamentaux, dont les jeunes ont été les premières victimes. Cela fût le cas pendant la présidence d'Alpha Condé (2010 – 2021) et se poursuit depuis le coup d'Etat de septembre 2021.<sup>10</sup> A Conakry, cette répression vise surtout les jeunes contestataires résidant dans les quartiers populaires, à majorité peule, traversés par l'autoroute le Prince, surnommé « *l'axe de la démocratie* ».

Sur un plan économique, les carences du système éducatif, le manque d'opportunités professionnelles pour les jeunes diplômés, la précarité des emplois occupés, essentiellement informels, et des procédures d'embauche peu transparentes, caractérisées par un certain népotisme, sont perçus par les jeunes comme « *des sources de souffrances et d'humiliations profondes* »<sup>11</sup>. Dans un tel contexte, l'émigration apparaît comme la seule possibilité de trouver un travail rémunérateur qui apportera une sécurité financière pour la personne concernée et son entourage. La destination de l'aventure est alors projetée comme le lieu où la réussite économique et sociale devient possible, à l'opposé de l'immobilisme constaté en Guinée.<sup>12</sup>

<sup>6</sup> Ibid, 4.

<sup>7</sup> Ibid, 4.

<sup>8</sup> A. BALDE, V. PETIT, « [Les migrations des Guinéens vers l'Union européenne : marginalité statistique vs. impact social](#) », *Outre-Terre* 2017/4, n°53, 2017

<sup>9</sup> G. LARDANCHET, A. LE CLEVE, O. PEYROUX, « [En quête de protection, le parcours incertain des mineurs guinéens en Europe](#) », *Trajectoires*, 2022

<sup>10</sup> « [Guinée : une jeunesse meurtrie en attente de justice et de soins](#) », Amnesty International, 2024

<sup>11</sup> Ibid, 8

<sup>12</sup> E. BOTTA SOMPARE, « *Projets migratoires des jeunes guinéens, stratégies pour partir et représentations du risque* », publié dans l'ouvrage *Immaginari migratori*, sous la direction de Laye Camara et Angelo Turco, 2018



Une dimension mystique peut accompagner le départ à l'aventure. Elle reflète le rapport des jeunes à la religiosité de la société guinéenne. Le voyage et les risques encourus sont placés sous le signe du destin. En se remettant « entre les mains de Dieu », les jeunes acceptent le sort qui les attend et les difficultés qu'ils devront affronter durant leurs parcours. La prédestination peut être invoquée pour justifier de tout échec du projet migratoire. Pour s'en prémunir, les candidats au départ et leurs familles prennent certaines « *précautions spirituelles* » qui se manifestent par des « *prières, consultation éventuelle des marabouts, talismans, mais avant tout, recherche de la bénédiction des parents, cette baraka qui est censée les protéger dans le désert et dans les flots de la Méditerranée* »<sup>13</sup>. Le rôle des marabouts n'est pas anodin. Leur avis est sollicité sur différentes questions parmi lesquelles le meilleur itinéraire à emprunter ou la date du départ.<sup>14</sup>

## Rôle des proches

Longtemps soutenus dans leurs projets migratoires par une dynamique familiale, les jeunes tendent à s'en affranchir.

*« Des enfants et adolescents décident désormais de partir de leur propre initiative, y compris des filles, parfois sans en informer leurs parents et contre l'autorité de ces derniers. Ils s'organisent, se préparent et constituent leurs propres réseaux via Internet, se vivant comme des aventuriers dans un horizon global (...) Les adolescents rêvent d'être inclus dans le monde globalisé et d'accéder à la mobilité. Ils se projettent dans un ailleurs où ils pourraient vivre dans un monde de bien être comparativement à une vie actuelle sans espoir ni confort. Il ne s'agit plus, dès lors, de (seulement) contribuer aux ressources de la famille mais de participer pleinement au monde contemporain. Ne pas accéder à la circulation, c'est être écarté du progrès, de la modernité, du marché, de la liberté de se réaliser ; cette privation étant vécue comme une injustice profonde (...) Dans le cas de ces jeunes, c'est être en rupture avec des stratifications sociales qui les figent, les immobilisent ».*<sup>15</sup>

L'étude de l'OIM<sup>16</sup> réalisée auprès de migrants de retour en Guinée corrobore ce constat. Seulement 22% d'entre eux avaient informé leurs familles de leurs intentions de départ. Le rôle de ces dernières apparaît cependant plus équivoque. Si 55% d'entre elles étaient défavorables à un tel projet, elles ne sont que 11% à avoir cherché à l'empêcher et 36% l'ont soutenu. Des témoignages recueillis dans le cadre du projet ORMI viennent conforter ces constats. Lorsque les parents interrogés ne sont pas informés du départ de leurs enfants, un soutien financier leur est fréquemment apporté durant leur parcours.<sup>17</sup>

---

<sup>13</sup> Ibid, 12.

<sup>14</sup> Entretien avec Mamadou Sinoussi Diallo, docteur en socio-anthropologie du développement, février 2023.

<sup>15</sup> Ibid, 8.

<sup>16</sup> Ibid, 1.

<sup>17</sup> Comptes rendus de focus groupes avec les pères de migrants réalisés à Mamou dans le cadre du projet ORMI en mars 2023



Le soutien des proches diffère en fonction de l'appartenance ethnique.

Il est davantage structuré au sein de la communauté peule pour laquelle : « *le rôle initiatique de la migration (...) encourage les départs à l'aventure, sanctionnant le passage à l'âge adulte et impliquant également une réussite économique aux fins de reconnaissance (...) Les projets migratoires des jeunes Peuls s'inscrivent donc dans des fonctionnements traditionnels plus établis et parmi des familles non exemptes de difficultés mais qui demeurent en mesure d'apporter le soutien financier, non seulement au moment du départ, mais aussi en cours de trajet* ». <sup>18</sup>

La situation est plus contrastée pour la communauté malinké dont la culture migratoire autorise des « *errances de jeunesse dans les pays frontaliers (...) comme des expériences formatives de jeunes hommes* » <sup>19</sup>, mais porte un regard négatif sur la migration irrégulière et incite les migrants à revenir en famille. « *Cependant, des modes de financement observés chez les Malinkés s'apparentent à ceux des Peuls. Les jeunes Malinkés peuvent également bénéficier de la mobilisation d'une part d'héritage pour rassembler la somme nécessaire à la migration. Ce mécanisme semble moins systématique (...) laissant alors la place à des projets plus individuels, impliquant des vols (...) pour compenser l'absence de soutien familial* ». <sup>20</sup>

Au sein de la communauté soussou, historiquement plus attachée à la terre, moins « *encline à la migration* » et « *ayant de plus grandes difficultés d'accès au crédit* », la famille apparaît moins investie dans le projet migratoire des jeunes.

« *La mobilité des Soussous ne s'inscrit pas dans une dynamique familiale pouvant impliquer des mécanismes d'encouragement et de soutien aux projets. Elle se caractérise par des dynamiques plus individuelles, et sous l'influence de personnes d'autres communautés (...) L'aventure acte la rupture de liens avec une famille au sein de laquelle les jeunes ne trouvaient plus leur place. Ne disposant pas de son support financier pendant le trajet, les jeunes Soussous semblent plus exposés aux contraintes de parcours plus dangereux* ». <sup>21</sup>

Bien que la décision d'émigrer ne résulte pas nécessairement d'une décision familiale, elle demeure rarement prise de manière isolée et mûrit au sein de cercles de proches et d'amis. En 2020, l'OIM constatait que 40% des migrants de retour avait été aidés par leur amis dans la préparation de leur voyage. <sup>22</sup> En parallèle, les réseaux sociaux alimentent un effet d'entraînement. La quasi-totalité des jeunes candidats au départ évoque régulièrement, via Whatsapp ou Messenger, des sujets relatifs aux opportunités d'emploi avec des connaissances arrivées en Espagne, France ou Italie. Ainsi, « *les immigrants installés, par leurs récits oraux ou leur exposition sur les réseaux sociaux et leur comportements ostentatoires au moment des retours, véhiculent un modèle de réussite lié à la migration. Leurs modes de vie (consommation, habitat, accès à la mobilité, capacité de redistribution) diffusent l'idée que la migration est la seule voie d'accès à un statut social reconnu et valorisé* ». <sup>23</sup> Ces relations avec des proches contribuent à engendrer « *une perception accrue des inégalités et entretiennent la puissance des imaginaires migratoires* ». <sup>24</sup>

<sup>18</sup> Ibid, 9.

<sup>19</sup> E. BOTTA, E. ODERMATT, A.W SOMPARE, « [Retour et réintégration en Guinée](#) », SNIS, 2023.

<sup>20</sup> Ibid, 9.

<sup>21</sup> Ibid, 9.

<sup>22</sup> Ibid, 1.

<sup>23</sup> Ibid, 8.

<sup>24</sup> Ibid, 8.



Enfin, une évolution de la position sociale des familles de membres de la diaspora, dont la réussite s'illustre notamment par la construction de maisons, le pèlerinage des parents à la Mecque ou encore l'achat de véhicule, nourrit des mécanismes de rivalités au sein des communautés et entretient l'idée que l'émigration constitue une voie d'ascension sociale.<sup>25</sup>

### Les violences intrafamiliales, un des facteurs de départ.

Les conflits familiaux et les violences intrafamiliales sont souvent avancés par les jeunes parvenus en France comme l'un des facteurs de leur départ. L'assertion est soutenue par certains chercheurs, selon lesquels le décès d'un parent et un remariage peuvent engendrer une forme de précarité, voire de violences pour les enfants.<sup>26</sup> Il s'avère toutefois complexe d'en saisir la réalité. « *Le décès de l'un des deux parents provoque généralement une dégradation des conditions de vie au sein du foyer (...) La situation familiale, notamment lorsqu'elle est marquée par le décès récent d'un père, peut donc jouer un rôle déterminant chez les Peuls en facilitant leur départ, mais sans nécessairement constituer un élément menaçant la place d'un jeune au sein de sa famille au point de rompre les liens en quittant le foyer pour l'aventure* ».<sup>27</sup>

11% des migrants de retour interrogés par l'OIM en 2020 évoquaient des raisons familiales comme motifs de départ.<sup>28</sup> Ces conflits sont également très peu mentionnés de façon spontanée par les jeunes rencontrés dans le cadre du projet ORMI. En revanche, lorsque la question leur était posée explicitement, plusieurs ont indiqué que des querelles familiales les avaient incités à émigrer.

---

<sup>25</sup> A.W SOMPARE, « [La dynamique du phénomène migratoire en Guinée : aspirations de mobilité sociale et inégalités d'accès à la migration](#) », Revue « AFRICA », 2019

Voir également l'entretien d'Ester Botta pour « [IOM Research Series](#) » (2020)

<sup>26</sup> Ibid, 9.

<sup>27</sup> Ibid, 9.

<sup>28</sup> Ibid, 1.



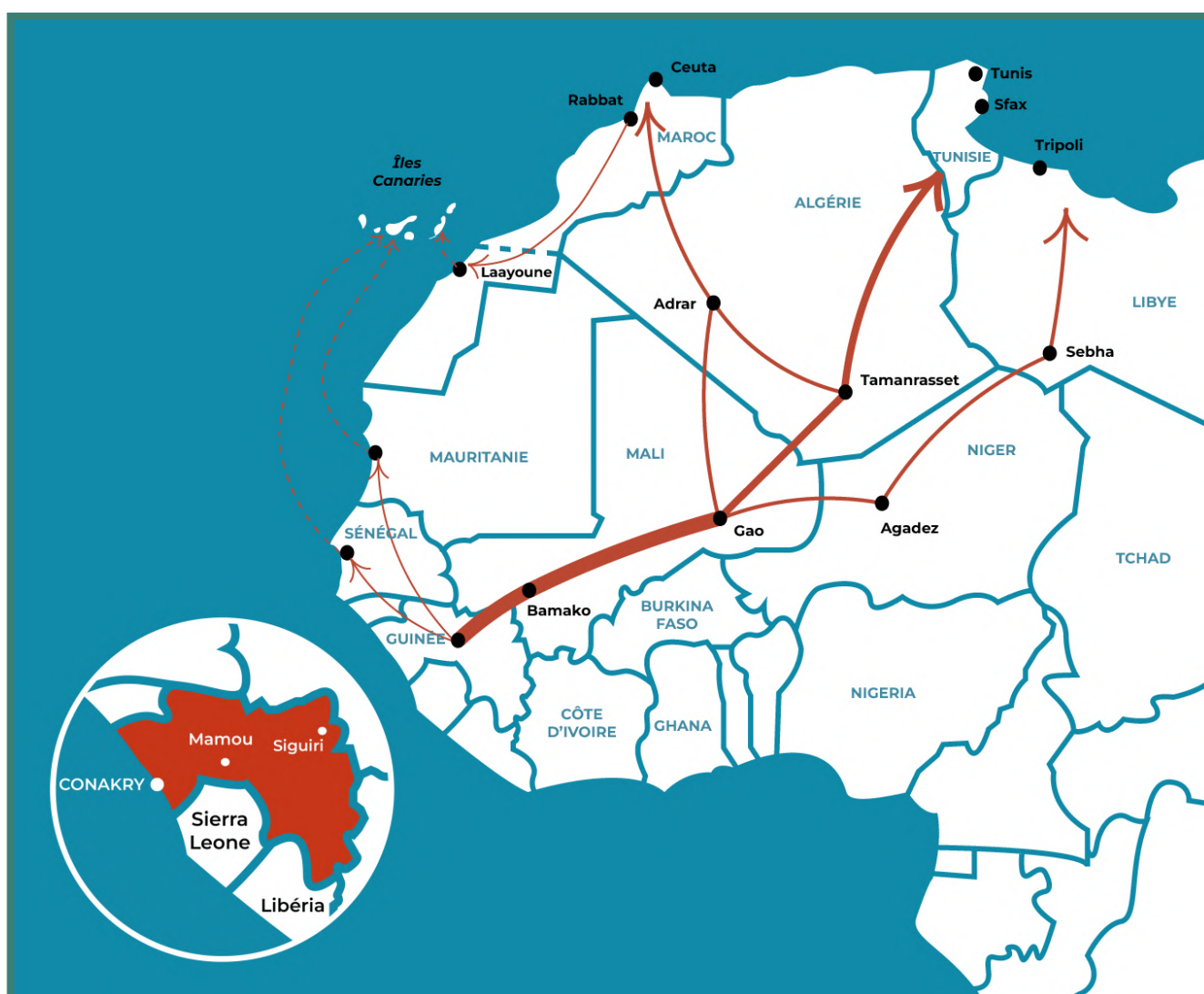


# PARCOURS

La voie terrestre est la plus usitée. La voie aérienne apparaît marginale et semble principalement empruntée par des femmes. En 2020, selon l'OIM, 73% des migrants ont empruntés la voie terrestre, 15% la voie maritime et 2% celle aérienne.<sup>29</sup>

La capitale, Conakry, et la région de Mamou représentent les principaux lieux de départ pour l'aventure. La Préfecture de Siguiri, frontalière avec le Mali, constitue un point d'étape notable pour bon nombre de jeunes migrants, qui y gagnent, en travaillant dans l'orpaillage, les moyens nécessaires à leur périple.<sup>30</sup>

## Principales routes migratoires des jeunes migrants Guinéens en 2023



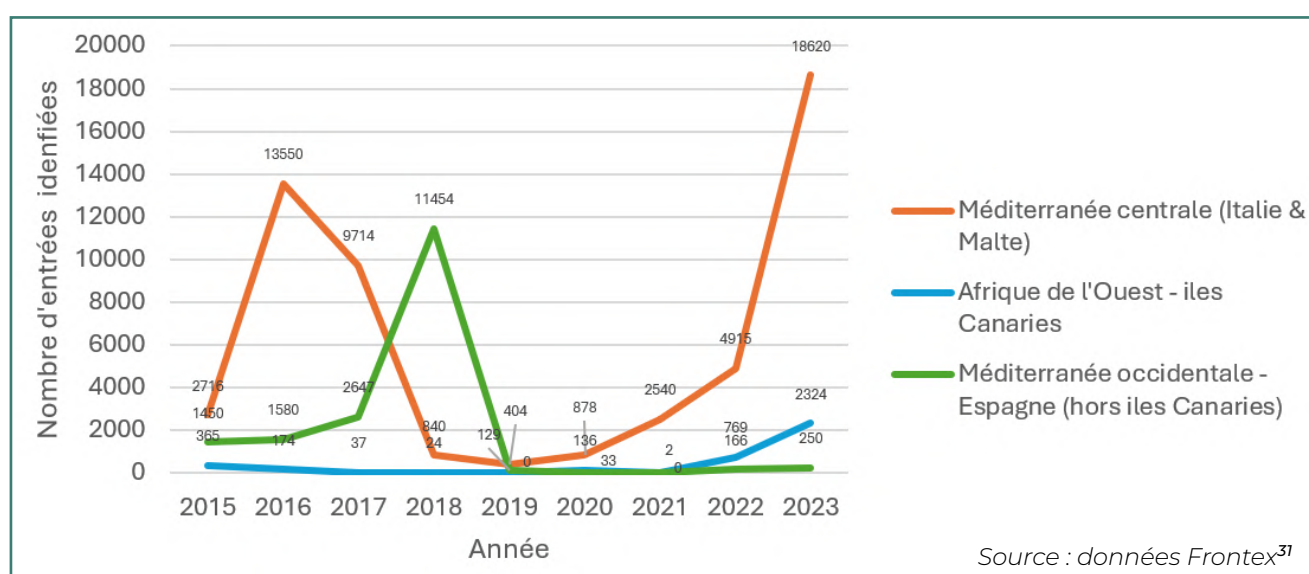
<sup>29</sup> Ibid, 1.

<sup>30</sup> Ibid, 1. Le poste frontière de Kourémalé dans la Préfecture de Siguiri connaît les flux les plus importants de migrants en partance. 90% des orpailleurs en activité dans la région de Siguiri ne sont pas originaires de cette région.

À partir de Bamako, au Mali, plusieurs itinéraires sont possibles. Celui vers la Libye, à travers le Burkina-Faso et le Niger, est actuellement moins emprunté. Les principaux axes passent désormais par le Nord du Mali (via Gao), et le Sud de l'Algérie (via Adrar ou Tamanrasset) avant d'obliquer en direction de la Tunisie ou du Maroc. Trois options sont envisageables pour atteindre l'Europe. La route de la Méditerranée centrale reliant l'Italie (Ile de Lampedusa) depuis les côtes tunisiennes (au départ de Sfax) ou libyennes est la plus usitée. La route de l'Atlantique reliant le Sud du Maroc aux Iles Canaries connaît un certain essor depuis 2023. La route de la Méditerranée occidentale, via Gibraltar ou les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, apparaît aujourd'hui comme marginale.

Un quatrième itinéraire depuis la Guinée, moins courant, passe par le Sénégal et la Mauritanie d'où appareillent des pirogues à destination des Iles Canaries.

### Principaux points de passage des jeunes migrants Guinéens (2015-2023)



<sup>31</sup> Extraction des données Frontex « [Detections of illegal border-crossings statistics](#) »



Le coût du périple s'avère difficile à évaluer. La question semble tabou pour la plupart des jeunes rencontrés. Plusieurs estimations sont toutefois avancées par différentes études. Elles varient en fonction des routes, de la durée du trajet, des offres des passeurs et des aléas rencontrés. Les montants engagés pour atteindre les pays du Maghreb fluctuent entre moins de 1000 et 3500 euros.<sup>32</sup> Le prix de la traversée vers les Canaries depuis le Maroc est supérieur à 2500 euros. Celui vers Lampedusa depuis la Tunisie est compris entre 500 et 900 euros. Le coût global du parcours peut ainsi s'élever à plusieurs milliers d'euros et atteindre dans certains cas jusqu'à 8500 euros.<sup>33</sup>

Les modes de financement de cette aventure sont multiples et reposent sur une solidarité familiale plus au moins forte en fonction du degré d'implication des proches dans le projet. Selon les situations, les jeunes réunissent le capital nécessaire avant leur départ (parfois en dérochant de l'argent à leurs proches) et par leur propre travail durant leur parcours. Dans la plupart des cas, l'aventure bénéficie d'un soutien familial au moment du départ ou en cours de route lorsque des difficultés surviennent.<sup>34</sup> Cet apport familial se traduit le plus fréquemment par un prêt consenti au jeune dont le montant peut notamment provenir d'un héritage ou d'un prêt hypothécaire informel contracté par les proches ; charge au jeune de rembourser une fois arrivé à destination le montant du prêt et des taux d'intérêt, déterminés en fonction d'un risque plus important à investir dans l'aventure que dans des placements plus sûrs tels que l'achat de bétail ou le commerce.<sup>35</sup> En cas d'impossibilité du jeune à honorer ses dettes, la famille est contrainte d'en assumer les conséquences. Il peut en résulter pour elle un appauvrissement causé par la perte des biens hypothéqués et sa stigmatisation sociale.<sup>36</sup>

## Risques encourus

Le caractère dangereux de l'aventure semble bien perçu par les candidats au départ sans être toutefois rédhibitoire ; l'idée de se confronter au risque faisant partie intégrante de la notion d'aventure. L'extorsion de fonds perpétrés par divers acteurs (groupes armés, passeurs, compatriotes) représente la menace la plus fréquente. Elle est généralement pratiquée à des checkpoints où les migrants sont contraints de s'acquitter de droits de passage. Les personnes ne pouvant régler la somme exigée sont maintenus en captivité, et peuvent subir des actes de torture ou de mauvais traitements jusqu'à son paiement par leur famille. Initialement pratiqué en Libye, ce mode opératoire s'est étendu à l'ensemble des routes et a pu être constaté dans le Nord du Mali, en Algérie et à la frontière tunisienne.

Le risque de traite des êtres humains est également avéré. De nombreux témoignages font état de séquestration au Mali, en Algérie ou au Maroc. Lorsqu'ils sont dans l'incapacité de payer la rançon exigée, ces jeunes sont vendus et forcés de travailler.

Les jeunes sont par ailleurs soumis à l'emprise des gérants des lieux où ils séjournent, les ghettos. « *Le logeur (...) met en place avec ses hommes de confiance un système de taxes pour le droit d'entrée, la nourriture, le contact avec les employeurs locaux... Afin de*

---

<sup>32</sup> Ibid, 1.

30% des personnes interrogées indiquent des coûts inférieurs à 1000 euros et 25% des coûts supérieurs à 1500 euros. Trois passeurs interrogés à Mamou en 2023 dans le cadre du projet ORMI évoquent une fourchette de 2800 à 3500 euros.

<sup>33</sup> Ibid, 9.

<sup>34</sup> Ibid, 1.

37% des retournés ont financé leur trajectoire migratoire par de l'épargne, 21% par la vente de biens, 15% par un appui financier de la famille.

<sup>35</sup> Ibid, 9.

<sup>36</sup> D. CAMARA, M. ASIMA, I.S CONTE, Z. ROMERO, « [L'endettement des migrants de retour et l'impact sur la réintégration durable en Guinée](#) », OIM, 2020

*financer leur voyage, les migrants n'ont d'autres choix que de subir différentes formes d'exploitation économique et sexuelle (surtout pour les femmes et parfois les garçons) ».<sup>37</sup>*

Au Maroc et en Tunisie, ils sont en outre confrontés à des brutalités policières se traduisant par des rafles et des déplacements forcés dans le désert pour le cas tunisien ou vers des localités reculées pour le cas marocain.<sup>38</sup> En Algérie, ils sont menacés, en cas d'arrestation par les forces de l'ordre, d'expulsion à la frontière avec le Niger, où ils sont abandonnés dans un no man's land désertique à 15 kilomètres de marche de la première ville nigérienne.

Après celle du Sahara, la traversée de la Méditerranée s'avère également périlleuse. La route de la Méditerranée centrale apparaît comme la plus meurtrière au monde. Plus de 17 000 décès et disparitions y ont été recensés par l'OIM depuis 2014.<sup>39</sup>

## Rôle des passeurs

Un secteur d'activités s'est organisé autour de l'émigration. « *Les passeurs se sont professionnalisés afin de tirer toujours davantage profit des migrants. De leur côté, les migrants ont cherché à sécuriser leur passage en utilisant plus fréquemment les outils en ligne : groupes Facebook prodiguant des conseils, annonces des passeurs sur Internet, adresses d'associations, applications de mobile money afin d'éviter de se faire dérober tout leur argent sur la route (...), et comprennent tout l'intérêt de sécuriser leur passage par le versement de frais supplémentaire plutôt que de prendre le risque de ne jamais arriver* ». <sup>40</sup>

Deux options s'offrent aux candidats au départ : le passage « garanti » ou le passage par étapes « step by step ». « *Le passage garanti nécessite la mise en place d'intermédiaires de la même nationalité voire de la même ethnie aux différentes étapes du parcours. Ce fonctionnement s'est progressivement structuré dans le temps. L'objectif des passeurs étant d'inspirer la confiance afin d'attirer le plus grand nombre de candidats (...) Les principaux lieux où rencontrer des passeurs pour l'Europe se situent dans les villes de Mamou et de Conakry. En fonction de l'argent collecté au départ, le passage garanti s'arrête en Algérie ou au Maroc. Avant le départ, une partie de la somme est versée (la moitié ou les deux tiers). Le passeur s'occupe alors de négocier directement avec ses contacts locaux le transport d'un pays à l'autre et le franchissement des frontières (...) Les passeurs locaux opérant dans chaque pays rémunèrent des intermédiaires, lesquels servent de guides pour amener les personnes d'une frontière à une autre (...) Pour limiter les risques d'arrestation, les guides évitent d'accompagner les migrants dans le franchissement des frontières et se contentent d'en indiquer la direction au groupe dont ils ont la charge. Une fois la frontière franchie, un autre guide les récupère pour les conduire à la prochaine frontière terrestre (...) Si ce mode de passage comporte des risques, tels que des blessures, un faible accès à l'eau et à la nourriture, un risque d'abandon par le passeur local, des violences physiques et des séquestrations, les dangers sont moindres que pour le passage step by step (...) plus long, plus risqué mais pour lequel la somme de départ est nettement inférieure (...) Il est surtout utilisé par les mineurs n'ayant pas pu compter sur leur famille pour les aider à financer leur voyage. Concrètement, le migrant se rend par ses propres moyens aux différents points de passage et négocie directement avec les passeurs locaux. Comparé au passage garanti, les phénomènes d'exploitation sont plus nombreux, en raison de la nécessité pour la majorité des*

<sup>37</sup> Ibid, 9.

<sup>38</sup> M. BULMAN, et al. « [Desert Dumps](#) », Lighthouse reports, mai 2024

<sup>39</sup> Données « [Projet migrants disparus](#) », OIM, URL

<sup>40</sup> Ibid, 9.



personnes, partie avec quelques centaines de dollars, de gagner à chaque étape de l'argent afin de payer leur passage [en travaillant] dans la construction, les mines, l'agriculture dans des conditions très pénibles (nombre d'heures élevé, travaux éreintants, conditions climatiques très rudes) parfois pendant plusieurs mois ». <sup>41</sup>

### Une méconnaissance des réalités du trajet et de l'arrivée

Nourris par un « *imaginaire migratoire* », influencés par les récits des passeurs, les jeunes candidats au départ ne possèdent qu'une vision parcellaire du périple qui les attend et des conditions de vie qu'ils trouveront à l'arrivée en Europe. Les entretiens réalisés avec des passeurs de Mamou dans le cadre du projet ORMI confirment que les informations transmises sont floues voire fausses. Une évaluation de l'impact de campagnes de prévention auprès de migrants potentiels réalisée par l'OIM indique par ailleurs que 69% des personnes interrogées ignoraient le coût de l'aventure vers l'Europe, 41% la durée du trajet et environ 50% les risques d'exploitation et de naufrage durant le trajet ou les difficultés d'accès au logement et à l'emploi ainsi que les risques d'exclusion sociale dans le pays de destination. <sup>42</sup> A l'arrivée, la confrontation entre les représentations initiales et les réalités rencontrées est source de désillusion pour les jeunes. Les cadres réglementaires, administratifs et les dispositifs d'accueil ne répondent pas à leurs aspirations de formation, d'autonomie, et entravent leur possibilité de rembourser rapidement l'emprunt contracté.

---

<sup>41</sup> Ibid, 9

<sup>42</sup> M-L. BIA-ZAFINIKAMIA, J. TJADEN, H. GNINAFON, « [The Impact of Mobile Cinema Events on Potential Migrants in Guinea. Impact Evaluation Report](#) » OIM, GMDAC, 2020

# MÉTHODOLOGIE & SOURCES

## Entretiens réalisés dans le cadre du projet ORMI

Entretiens individuels menés par le RAJ-GUI auprès de trois migrants de retour, décembre 2022

Entretiens individuels menés par le RAJ-GUI auprès de trois passeurs à Mamou, février 2023

Entretiens mené par Forum réfugiés avec le chercheur Dougo KPAKPAVOGUI, octobre 2022

Entretiens mené par Forum réfugiés avec les enseignants-chercheurs Alhassane BALDE et Mamadou SINOSSI DIALLO, février et octobre 2023

Focus groupes menés par le RAJ-GUI :

- Auprès de sept jeunes migrants de retour, octobre 2022
- Auprès de sept mères de migrants, octobre 2022
- Auprès de sept jeunes migrantes de retour, mars 2023
- Auprès de sept pères de migrants, mars 2023

## Bibliographie & ressources consultées

### **Amnesty International**

[Guinée : une jeunesse meurtrie en attente de justice et de soins](#), Amnesty International Ltd, 2024

### **Alhassane BALDE, Véronique PETIT**

[Les migrations des Guinéens vers l'Union européenne : marginalité statistique vs. impact social](#), Outre-Terre 2017/4, n°53, 2017

### **Ester BOTTA SOMPARE**

[Projets migratoires des jeunes guinéens, stratégies pour partir et représentations du risque](#), publié dans l'ouvrage Immaginari migratori, sous la direction de Laye Camara et Angelo Turco, 2018

### **Ester BOTTA, Éveline ODERMATT, Abdoulaye Woterm SOMPARE,**

[Retour et réintégration en Guinée](#), SNIS, 2023



**Sylvie BREDELOUP**

Les imaginaires de l'aventure migratoire : terrains africains, cahiers CEMCA « [Routes et pauses des parcours migratoires : Afrique-Amérique](#) », Centre d'études mexicaines et centraméricaines, Numéro 3, novembre 2018

**M. BULMAN, M. JULLIEN, T. STATIUS, M. C. CAMACHO, B. RAMALHO DA SILVA, J. SAPOCH, K. VAN DIJKEN, E. EL-SHERBINY, A. POPOVICIU, H. SALAT BARRE, S. CRETA, N. GASTELI, J. BAUTISTA, A. FAIOLA, I. PIPER, J. LEE, P. FINN, D. REJICHI, S. LEMAIZI, S. LÜDKE, P. GRÜLL, E. HÄUSLER, T. EYDOUX, A. BALLUFFIER, L. MAS, M. MARTÍN, L. HIERRO, D. STACEY, L. BAGNOLI, P. RIVA, F. PAPETTI, A. MAUTONE, M. GARAVOGLIA, M. BOLLIGER, L. KIENNEMANN, A. LAGHNADI, J. PASCUAL, porCausa**

[Desert Dumps](#), Lighthouse reports, mai 2024

**FRONTEX**

Extraction des données Frontex « [Detections of illegal border-crossings statistics](#) »

**Guillaume LARDANCHET, Alexandre LE CLEVE, Olivier PEYROUX**

[En quête de protection, le parcours incertain des mineurs guinéens en Europe](#), Trajectoires, 2022

**Ministère de la justice**

[Rapports d'activité de la mission nationale mineurs non accompagnés](#), Ministère de la justice

**OIM**

Michael ASIMA, Djiguiba CAMARA, Ibrahima Sory CONTE, Zuleïka ROMERO, [L'endettement des migrants de retour et l'impact sur la réintégration durable en Guinée](#), OIM, 2020

Marie-Luce BIA-ZAFINIKAMIA, Horace GNINAFON, Jasper TJADEN, [The Impact of Mobile Cinema Events on Potential Migrants in Guinea. Impact Evaluation Report](#), OIM, GMDAC, 2020

Djiguiba CAMARA, Ibrahima Sory CONTE, Aboubacar KABA, Aly KOMAH, [Migrer pour réussir - Analyse des trajectoires migratoires de la jeunesse guinéenne à travers l'expérience des migrants de retour](#), OIM, 2020

M. VERDEIL, [Migration en Guinée – Profil migratoire national](#), OIM, 2020

Données issues du projet « [Missing migrants](#) »

[Rapport d'évaluation de la Dynamique Migratoire](#) – Préfecture Mamou, OIM, 2020

**Abdoulaye Woterm SOMPARE**

[La dynamique du phénomène migratoire en Guinée : aspirations de mobilité sociale et inégalités d'accès à la migration](#), Revue « AFRICA », 2019



## AGIR EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

Forum réfugiés accueille, héberge, accompagne, soigne, défend les personnes qui ont pris le chemin de l'exil : personnes en demande de protection, personnes protégées sur le territoire français ou réinstallées depuis un pays de premier accueil, mineurs non accompagnés, victimes de torture, victimes de traite des êtres humains, personnes vulnérables, personnes retournant volontairement ou sous la contrainte dans leur pays ou dans un pays tiers.

Fort d'une expertise ancienne et documentée, Forum réfugiés défend les droits de ces personnes par un plaidoyer joignant alertes et propositions, par des actions de sensibilisation, de formation des acteurs et d'accès à une information et une documentation de qualité, fiable et actualisée.

Au plan international, l'association contribue, dans certains pays d'origine ou de transit à l'accompagnement et à la défense des droits des populations menacées dans l'exercice de leurs droits fondamentaux, en particulier des réfugiés, déplacés et migrants, en soutenant ou en s'appuyant sur des partenaires locaux.

---

### Forum réfugiés

28 rue de la Baisse

CS 71054 - 69612 Villeurbanne Cedex

Tél : +33 [0]4 78 03 74 45

[www.forumrefugies.org](http://www.forumrefugies.org)





**forumréfugiés**

AGIR EN FRANCE  
& À L'INTERNATIONAL